

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Fait saillants des résultats financiers de mars 1996

Déficit en baisse de \$2.1 milliards en mars 1996

Le déficit pour mars 1996 était évalué à \$1.1 milliard, en baisse de \$2.1 milliards par rapport à mars 1995.

- Cette amélioration d'une année sur l'autre est attribuable à l'augmentation (de 9.3 %) des recettes budgétaires et à la baisse (de 10.5 %) des dépenses de programmes. Les frais de la dette publique ont marqué une hausse de 3 %.

Déficit en baisse de \$6.7 milliards d'avril 1995 à mars 1996

Pour la période de 12 mois, le déficit (\$24.4 milliards) a été inférieur de \$6.7 milliards à celui de la période correspondante de 1994-95.

- Les recettes budgétaires ont augmenté de \$7.6 milliards (6.3 %) d'une année sur l'autre. Cette hausse des rentrées de fonds est attribuable à une forte croissance (de 11.6 %) des impôts sur le revenu, atténuée par une baisse (de 2.4 %) des cotisations d'assurance-chômage et des rentrées au titre des taxes de vente et d'accise (en baisse de 1.4 %).
- Les dépenses de programmes ont diminué de \$3.9 milliards (3.5 %), toutes leurs principales composantes ayant baissé, à l'exception des transferts aux autres administrations et des paiements aux sociétés d'État.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de \$4.7 milliards (11.3 %) sous le double effet d'un gonflement de l'encours et de l'incidence tardive des taux d'intérêt plus élevés de mars 1994 à avril 1995. Une piètre croissance économique, une faible inflation et des restrictions budgétaires pratiquées par tous les gouvernements ont exercé des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt, et plus particulièrement les taux à court terme.

Ces chiffres ne constituent pas les résultats définitifs pour 1995-96

Il ne s'agit pas des résultats financiers définitifs de l'exercice 1995-96, les redressements comptables ordinaires de fin d'exercice n'ayant pas encore été fournis.

- Conformément aux principes comptables du gouvernement, ces redressements comptables de fin d'exercice tiennent compte de l'inscription des coûts des biens et services offerts au gouvernement avant la fin de mars pour lesquels aucun remboursement n'a été fait en 1995-96. Des redressements sont également apportés aux recettes budgétaires, principalement pour tenir compte des fonds en transit en fin d'exercice. Les redressements de fin d'année comprennent l'effet de redressements ponctuels précis afférents à la dette encourue au cours de l'exercice pour lesquels des remboursements devront être faits.
- L'incidence sur le déficit de ces redressements de fin d'exercice variait entre environ \$3 milliards et \$6.4 milliards au cours des récentes années.

Les résultats définitifs, qui seront disponibles à la fin de l'été 1996, varieront selon la valeur de ces redressements comptables de fin d'année, dont l'effet des redressements ponctuels. Les résultats financiers à ce jour laissent supposer que le résultat final relatif au déficit pour 1995-96 pourrait se situer juste au-dessous de \$30 milliards.



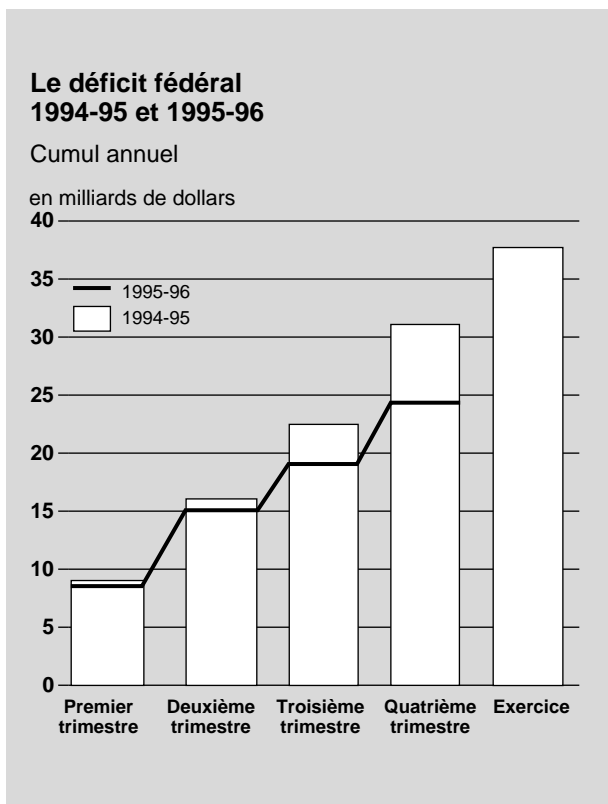
La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	11,534	12,611	120,953	128,536
Dépenses de programmes	-10,835	-9,696	-110,121	-106,239
Excédent de fonctionnement	699	2,915	10,832	22,297
Frais de la dette publique	-3,874	-3,991	-41,925	-46,654
Déficit/excédent	-3,175	-1,076	-31,093	-24,357
Opérations non budgétaires	1,262	-677	5,470	7,441
Besoins financiers/source de fonds (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916
Opérations de change	1,442	-1,129	4,835	-4,863
Total des besoins financiers	-471	-2,882	-20,788	-21,779
Opérations de la dette non échue	333	6,102	20,754	28,645

Remarque : Les chiffres positifs indiquent une source de fonds. Les chiffres négatifs indiquent un besoin.



Baisse des besoins financiers en 1995-96

Les besoins financiers sont en large part intouchés par les redressements de fin d'exercice. Les besoins financiers (opérations de change exclues) étaient de \$16.9 milliards en 1995-96, en baisse de \$8.7 milliards par rapport aux résultats finaux de 1994-95. Les besoins pour 1995-96 se chiffraient à \$3.1 milliards de moins que l'estimation budgétaire de mars 1996.

Recettes budgétaires en hausse

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires enregistrées entre avril 1995 et mars 1996 ont augmenté de \$7.6 milliards (6.3 %). Cette hausse est attribuable en quasi-totalité aux rentrées d'impôt sur le revenu, en hausse de \$8.1 milliards. Par contraste, les cotisations d'assurance-chômage et les taxes et droits d'accise étaient en baisse.

D'une année sur l'autre, les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de \$4.8 milliards (8.7 %), sous l'impulsion d'une hausse des acomptes provisionnels et des retenues salariales, de même qu'une augmentation des impôts versés lors de la production des déclarations relatives à l'année d'imposition 1994.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Mars		Avril à mars		Variation en pourcentage
	1995	1996	1994-95	1995-96	
(en millions de dollars)					
(%)					
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	3,052	3,728	55,631	60,466	8.7
Impôt des sociétés	2,491	3,459	12,240	15,148	23.8
Autres	113	254	1,717	2,034	18.4
Total des recettes d'impôt sur le revenu	5,656	7,441	69,588	77,648	11.6
Cotisations d'assurance-chômage	1,578	1,466	18,938	18,480	-2.4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	955	948	15,579	15,299	-1.8
Droits de douane à l'importation	330	276	3,488	2,805	-19.6
Taxes de vente et d'accise	503	702	6,491	7,094	9.3
Total des taxes et droits d'accise	1,788	1,926	25,558	25,198	-1.4
Total des recettes fiscales	9,022	10,833	114,084	121,326	6.3
Recettes non fiscales	2,512	1,778	6,869	7,210	5.2
Total des recettes budgétaires	11,534	12,612	120,953	128,536	6.3

Les sommes perçues au titre de l'impôt des sociétés ont progressé de \$2.9 milliards (23.8 %), en raison de la vigueur des bénéfices des sociétés enregistrée en 1995.

Les cotisations d'assurance-chômage ont diminué de \$0.5 milliard, principalement en raison de virements du Compte de l'assurance-chômage aux recettes d'impôt sur le revenu des particuliers, par suite de paiements en trop faits au Compte pour l'année d'imposition 1994. En outre, le taux des cotisations en 1996 était inférieur à celui en 1995.

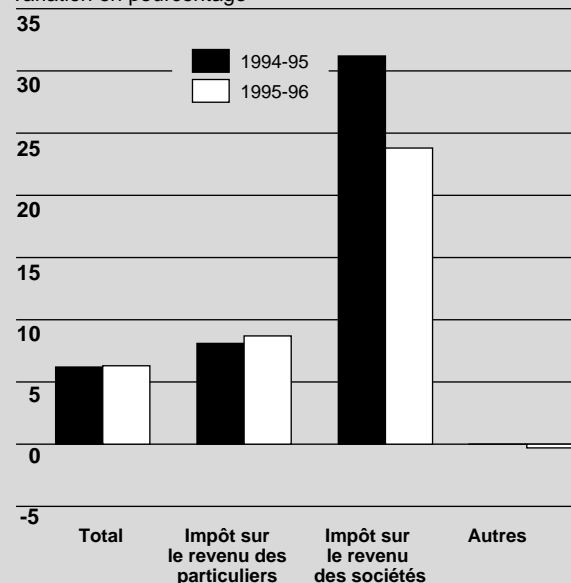
Le montant total des taxes et droits d'accise a diminué de \$0.4 milliard, la baisse des recettes au chapitre de la taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation ayant plus que compensé l'augmentation des autres composantes.

- Les recettes nettes au titre de la TPS ont baissé de 1.8 % d'une année sur l'autre en raison principalement des remboursements plus élevés. Les recettes brutes au titre de la TPS ont augmenté de 3.2 %, parallèlement à l'augmentation des ventes au détail. Toutefois,

Recettes budgétaires 1994-95 et 1995-96

Augmentation d'une année sur l'autre,
avril à décembre

variation en pourcentage



La revue financière

les remboursements ont connu une hausse de 9.5 %, ce qui tient principalement compte des retards dans le traitement des remboursements.

- Les droits de douane à l'importation ont diminué de 19.6 %, en partie sous l'effet des réductions tarifaires prévues dans l'Accord de libre-échange avec les États-Unis.
- Le produit des autres taxes et droits d'accise a grimpé de 9.3 %, dans une large mesure sous l'impulsion du relèvement des taux de taxation de l'essence et du tabac en février 1995.

Les recettes non fiscales ont augmenté de \$0.3 milliard (5.0 %), ce qui est attribuable en partie au produit net de la vente des actions de Petro-Canada et des Chemins de fer nationaux du Canada détenues par le gouvernement. L'excédent du produit de la vente d'éléments d'actif du gouvernement sur leur valeur comptable est appliqué en réduction du déficit.

Des dépenses budgétaires en hausse en raison des taux d'intérêt

D'avril 1995 à mars 1996, les dépenses budgétaires totales étaient en hausse de 0.6 %, soit de \$0.8 milliard, par rapport au dernier exercice, la hausse des frais de la dette publique (de \$4.7 milliards) ayant plus que compensé la baisse des dépenses de programmes (de \$3.9 milliards).

- La hausse des frais de la dette publique est attribuable tant à l'augmentation de l'encours brut (la dette portant intérêt) qu'à l'incidence tardive des taux d'intérêt plus élevés de mars 1994 à avril 1995.
- Toutefois, la hausse d'une année sur l'autre des frais d'intérêt de la dette publique a été modérée ces derniers mois en raison de la tendance générale à la baisse des taux d'intérêt enregistrée depuis avril 1995.

Baisse des dépenses de programmes

Les dépenses des programmes ont baissé de \$3.9 milliards (3.4 %) d'avril 1995 à mars 1996, comparativement à la même période en 1994-95. Cette diminution est principalement attribuable à l'effet des mesures budgétaires de 1994 et 1995 :

- une baisse des dépenses liées à la défense et des dépenses de fonctionnement et en capital des ministères autres que la Défense, en raison des mesures de restriction;

- une diminution des prestations d'assurance-chômage (de 9.6 %), en raison des retombées de l'amélioration des conditions sur le marché du travail et des mesures budgétaires récentes;
- une diminution des «autres» paiements de transfert, en raison des mesures de restriction budgétaire. La plupart des transferts ministériels ont été réduits, sauf les transferts aux termes des programmes des Indiens et des Inuit et du développement régional. La hausse des transferts de développement régional est attribuable aux dépenses dans le cadre des ententes du Programme national des travaux d'infrastructure.

Par contre, les paiements aux personnes âgées ont augmenté de 2.5 %, en raison d'un plus grand nombre de personnes admissibles et de la majoration des prestations mensuelles, lesquelles sont indexées sur les variations trimestrielles de l'Indice des prix à la consommation. Les transferts aux autres administrations, qui comprennent la péréquation, le Financement des programmes établis et le Régime d'assistance publique du Canada, ont légèrement augmenté, la croissance des paiements de péréquation, qui est relativement parallèle à celle de l'économie, ayant compensé

Dépenses budgétaires 1994-95 et 1995-96

Augmentation d'une année sur l'autre, avril à décembre

variation en pourcentage

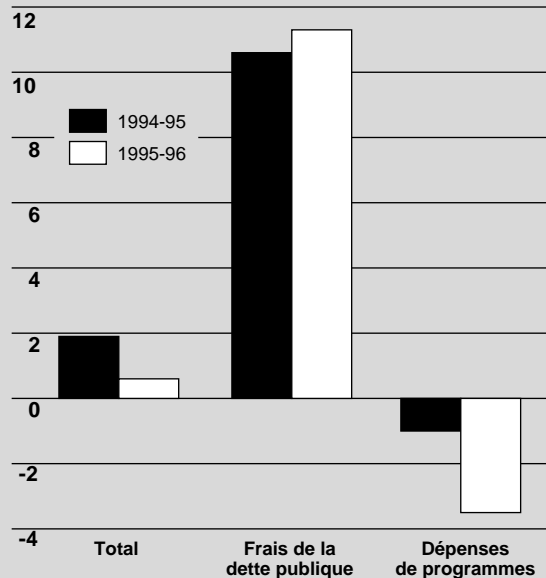


Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Mars		Avril à mars		Variation en pourcentage
	1995	1996	1994-95	1995-96	
			(en millions de dollars)		(%)
Paiements de transfert aux :					
Particuliers					
Prestations aux personnes âgées	1,732	1,781	20,514	21,023	2.5
Prestations d'assurance-chômage	1,480	1,403	14,863	13,441	-9.6
Pensions et allocations aux anciens combattants	122	115	1,436	1,386	-3.6
Total	3,334	3,299	36,814	35,849	-2.6
Autres administrations					
Financement des programmes établis	1,172	719	10,004	9,609	-3.9
Transferts fiscaux	977	1,000	9,584	10,164	6.1
Régime d'assistance publique du Canada	354	288	7,279	7,148	-1.8
Total	2,503	2,006	26,867	26,921	0.2
Autres					
Subventions à l'agriculture	78	125	842	670	-18.7
Programmes des Indiens et des Inuit	211	188	3,166	3,316	4.7
Développement régional	93	92	462	611	32.3
Sciences et technologie	154	173	1,369	1,286	-6.1
Aide internationale	679	275	2,323	1,781	-23.3
Autres	666	501	6,074	5,200	-14.4
Total	1,882	1,354	14,218	12,864	-9.5
Total des transferts	7,719	6,659	77,897	75,634	-2.9
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	38	73	1,089	1,171	7.5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	185	193	1,865	1,981	6.2
Autres	72	167	1,329	1,448	9.0
Total	295	433	4,282	4,600	7.4
Dépenses de fonctionnement et en capital					
Défense	968	871	9,970	9,362	-6.1
Toutes les autres dépenses ministérielles	1,853	1,733	17,972	16,629	-7.5
Total	2,821	2,604	27,942	26,005	-6.9
Total des dépenses de programmes	10,835	9,696	10,121	106,239	-3.5
Frais de la dette publique	3,874	3,991	41,925	46,654	11.3
Total des dépenses budgétaires	14,709	13,687	152,046	152,893	0.6

La revue financière

Tableau 4

Le déficit et les besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Déficit/Excédent	-3,175	-1,076	-31,093	-24,357
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-85	-189	1,125	3,367
Autres	-78	-64	-697	-321
Total	-163	-253	428	3,046
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	425	435	692	254
Comptes de pension de retraite	2,346	2,441	8,094	8,275
Autres	40	210	212	506
Total	2,811	3,086	8,998	9,035
Autres opérations	-1,386	-3,510	-3,956	-4,640
Total des opérations non budgétaires	1,262	-677	5,470	7,441
Besoins financiers (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916

Tableau 5

Besoins financiers, opérations de change et de la dette non échue

	Mars		Avril à mars	
	1995	1996	1994-95	1995-96
	(en millions de dollars)			
Besoins financiers (-) / Source de fonds (+) (opérations de change exclues)	-1,913	-1,753	-25,623	-16,916
Opérations de change				
Réserves nettes de liquidités internationales	925	-3,182	-1,333	-4,738
Opérations de la dette non échue payable en devises étrangères	517	2,053	6,167	-125
Total	1,442	-1,129	4,835	-4,863
Total des besoins financiers / Source de fonds	-471	-2,882	-20,788	-21,779
Opérations de la dette non échue				
Obligations négociables	-2,825	353	24,966	28,561
Obligations d'épargne du Canada	-706	-279	146	31
Bons du Trésor	3,750	5,700	-1,550	1,650
Autres	519	2,249	3,388	-1,761
Total partiel	738	8,023	26,950	28,481
<i>Moins :</i>				
Dette non échue détenue par l'État	115	132	-28	39
Opérations de la dette non échue payable en devises	-517	-2,053	-6,168	125
Total partiel	-402	-1,921	-6,196	164
Total des opérations de la dette non échue payable en dollars canadiens	333	6,102	20,754	28,645
Variation de l'encaisse	-138	3,220	-34	6,866

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et dette au 31 mars

	1995	1996
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	1,817	8,468
En devises	287	290
Total de l'encaisse	2,104	8,758
Dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	225,640	252,613
Obligations d'épargne du Canada	31,477	31,417
Bons du Trésor	164,450	166,100
Autres	3,489	3,478
Total partiel	425,056	453,608
<i>Moins :</i>		
Dette non échue détenue par l'État	994	955
Total	424,062	452,653
Payable en devises		
Obligations négociables	7,789	9,501
Effets et prêts	0	310
Bons du Canada	9,046	6,985
Total partiel	16,835	16,796
<i>Moins :</i>		
Dette non échue détenue par l'État	0	0
Total de la dette non échue	440,897	469,449

les baisses des transferts du Financement des programmes établis et du Régime d'assistance publique du Canada, en raison des mesures budgétaires. Les paiements aux sociétés d'État se sont accrus, principalement en raison de paiements plus élevés à la Société Radio-Canada et à la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Diminution des besoins financiers

Les besoins financiers mesurent l'excédent des sorties sur les rentrées de fonds du gouvernement fédéral. Ils sont inférieurs au déficit pour l'ensemble de l'exercice, en raison des fonds nets dégagés par les opérations non budgétaires. Ces dernières portent sur les prêts, les placements et avances, les comptes de pension des fonctionnaires, les autres comptes à fins déterminées et divers postes de l'actif et du passif.

Les opérations non budgétaires se sont soldées, d'avril 1995 à mars 1996, par une source nette de fonds de \$7.4 milliards comparativement à une source nette de fonds de \$5.5 milliards pendant la période correspondante de 1994-95. L'augmentation est attribuable en partie au produit de la vente des actions de Petro-Canada et des Chemins de fer nationaux du Canada.

Par conséquent, les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à \$16.9 milliards en 1995-96, en baisse de \$8.6 milliards par rapport à la même période en 1994-95.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises (vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse et vice-versa quand des pressions à la baisse s'exercent sur le dollar canadien.

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	Avril à mars 1995-96
	(en millions de dollars)				
Recettes brutes de TPS	29,564	30,516	32,652	36,715	36,600
<i>Moins :</i>					
Remboursements	11,330	12,138	14,271	17,112	18,458
Crédit trimestriel versé aux contribuables à faible revenu	2,262	2,503	2,685	2,816	2,842
Recettes nettes de TPS	15,168	14,868	15,696	16,787	15,299
Pénalités et intérêt reçus au titre de la TPS	19	71	90	129	
Produit net de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			500
Dons à l'État	0.4	0.1	0.2	0.5	0.2
Produits pour le CSRD	15,190	15,050	15,786	16,916	15,799

Les données pour 1991-92, 1992-93, 1993-94 et 1994-95 sont tirées des *Comptes publics du Canada*.

En 1995-96, les opérations de change se sont traduites par des besoins nets de \$4.9 milliards, comparativement à une source nette de fonds de \$4.8 milliards en 1994-95.

Par conséquent, l'ensemble des besoins financiers, compte tenu des opérations de change, s'est chiffré à \$21.8 milliards en 1995-96, en hausse de \$1.0 milliard par rapport aux besoins nets en 1994-95.

Pour financer ces besoins, le gouvernement contracte des emprunts auprès du secteur privé ou effectue des prélèvements sur son encaisse. Les emprunts totaux auprès du secteur privé (les opérations de la dette non échue) se sont élevés à \$28.6 milliards en 1995-96, en hausse de \$7.9 milliards par rapport à 1994-95. Au 31 mars 1996, l'encaisse se situait à \$8.8 milliards, contre \$2.1 milliards au 31 mars 1995.

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette (CSRD) a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur intrants, des réductions et du crédit aux contribuables à faible revenu, de même que le produit net de la vente de sociétés d'État et des dons à l'État affectés à la réduction de la dette sont, d'après la loi, versés directement au CSRD. Le solde du CSRD ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à rembourser celle-ci. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada.

Pour toute demande de copies supplémentaires ou d'abonnement, prière de vous adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Robert Henry, (613) 996-7380.

Également disponible sur Internet au <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Mai 1996

